

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — section sympathisante
de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

A BAS L'ARMEE BOURGEOISE! Le front populaire et les centristes trahissent la classe ouvrière!

Le 28 novembre, la bourgeoisie déclençait la répression contre "les tentatives de démoralisation de l'armée". A ce jour, plus de cinquante militants sont inculpés par la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception, surgie d'un décret gaulliste. Le but est de **DETRUIRE LA CENTAINE DE COMITES DE SOLDATS** issus de la vague de contestation croissante dans les derniers mois au sein de l'armée bourgeoise, pilier fondamental de l'Etat capitaliste.

Pour un front unique de défense

Il est indispensable que s'organise un front unique pour la défense, la libération et la fin des **LES INCULPATIONS**, qui frappent aujourd'hui militants et soldats. Un Comité National pour la Libération des Soldats et Militants emprisonnés s'est constitué. La Ligue Trotskyiste soutient toutes les actions visant à la libération des emprisonnés et à la levée des inculpations. Elle refuse d'entrer dans ce Comité qui empêche la libre expression des organisations en tant que telles. Le Comité a refusé de donner la parole à Union Ouvrière, au meeting parisien du 11 décembre 1975, sous prétexte que Lutte Ouvrière (LO), la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et Révolution! avaient décidé de ne pas défendre leurs idées.

En avançant la minceur des dossiers, comme seul argument pour la libération des emprisonnés, le Comité renonce par avance à défendre le droit d'être activement anti-militariste. Cette campagne peut se retourner contre les emprisonnés eux-mêmes.

Union de la Gauche-Union sacrée

La coalition du PS et du PC avec la bourgeoisie à travers le Parti Radical bourgeois ne peut que défendre les intérêts de la bourgeoisie contre ceux des ouvriers. Face au rappel à l'ordre de la bourgeoisie, le front populaire a même mis en veilleuse son programme de démocratisation-modernisation de l'armée pour réaffirmer sa vocation à défendre l'Etat bourgeois contre le mouvement des soldats. Le front populaire annonce qu'une fois au gouvernement il réprimera, tout comme Chirac, les "tentatives de démoralisation de l'armée": "La France a besoin d'une armée prête à défendre la patrie" (*L'Humanité*). "L'armée est l'instrument de la défense nationale. Elle comporte des éléments spécifiques: une hiérarchie d'organisation. Cela a toujours été notre position." (Hernu, au nom du PS); "le PSU ne veut pas détruire l'armée et nous pensons que le pays, en particulier si la gauche venait à prendre le pays, a besoin d'une défense nationale forte" (Mousel au nom du PSU).

La direction de la CFDT ne s'est en rien démarquée, comme le prouve sa conception du "syndicat" de soldats: "...l'arbitraire [avec un syndicat de soldats] devrait reculer à grands pas. Mais rien n'autorise à affirmer que l'armée aurait perdu de son efficacité. Tout porte à croire l'inverse... En ce qui concerne les militaires de carrière, la CFDT les considère comme des fonctionnaires de l'Etat. Ils doivent avoir le droit au même titre que les policiers, par exemple, de se syndiquer." (Jacques Moreau, Secrétaire National de la CFDT. *Le Monde*, 15 novembre 1975). Le but commun des réfor-

mistes est le maintien de l'armée bourgeoise de conscription, le développement de la conscience social-chauvine dans les masses ouvrières. Le "syndicat" de soldats de la CFDT se place dans ce cadre pour coiffer le mouvement des soldats au compte de la hiérarchie.

Le front populaire a saboté la défense des emprisonnés. Il a commencé par faire un tri entre les militants emprisonnés : "Afin d'éviter les amalgames, ma confédération assumera la défense de ceux qui, à titre personnel, se sont battus sur sa ligne politique" (déclaration de Jeannette Laot, membre de la direction CFDT le 22 décembre 1975). Mais il n'a même pas organisé la défense de ses propres militants. Il n'a pas mis en avant la nécessité d'une riposte au gouvernement par des méthodes prolétariennes et sur le terrain prolétarien : la grève politique pour la libération des militants.

L'Union de la Gauche vient de permettre à la bourgeoisie d'infliger une importante défaite à la classe ouvrière, en enchaînant encore plus celle-ci à la défense de la patrie et de l'état bourgeois, en permettant que le gouvernement porte la main sur des syndicalistes ouvriers. Mais les complices impuissants du front populaire portent aussi leur part de responsabilité dans cette défaite.

Le social-chauvinisme de la LCR

La LCR est pour le maintien de l'armée bourgeoise. Au lieu de se prononcer contre l'armée bourgeoise et pour les milices ouvrières, la LCR accepte le cadre fixé par la bourgeoisie : armée de conscription ou armée de métier. On lit dans *Rouge* n° 198 : "Certes, le contingent ce n'est pas le peuple en armes. Il demeure cependant malgré l'encasernement, malgré la discipline et le bourrage de crâne, le lien qui fait que la bourgeoisie ne peut pas toujours utiliser son armée comme elle l'entend".

Le corollaire de cette position c'est l'acceptation de la défense de la patrie :

"Qu'est-ce qui serait nécessaire à la défense de la patrie, si défense de la patrie il y avait? L'apprentissage des armes. Alors pourquoi cet apprentissage est-il bâclé, réduit au strict minimum et orienté non pas vers la guerre contre un ennemi extérieur, mais vers l'encadrement des populations et la lutte anti-subversion?" (C'est nous qui soulignons) (*Ce que veut la Ligue Communiste*, p. 143)

Le social-chauvinisme de la LCR va même jusqu'à prendre les accents de Marchais : "Contre l'occupation allemande en 1871 et contre l'occupation nazie, la classe ouvrière a combattu" (*Rouge*, n° 226) et "Marchais est pourtant moins chatouilleux sur la question de l'indépendance nationale lorsqu'il s'agit d'ouvrir l'économie aux capitaux américains ou d'ouvrir les dossiers militaires aux stratèges de l'OTAN" (*Rouge*, 12 Déc.).

L'Appel des Cent, base de propagande pour tout le travail "anti-militariste" de la LCR, se prononçait lui aussi en faveur de l'armée bourgeoise et de la défense de la patrie : "L'armée, dit-on, a pour principale fonction la défense nationale. Nous ne comprenons donc pas pourquoi certains d'entre nous sont envoyés en RFA, puisqu'il existe avec ce pays des relations pacifiques que rien ne semble devoir remettre en question." L'Appel des Cent ne pouvait donc être qu'une liste de revendications démocratiques et la LCR ne pouvait que le soutenir inconditionnellement. Les révolutionnaires doivent soutenir toutes les revendications de des soldats qui vont dans le sens de la désagrégation de l'armée bourgeoise, du desserrage de l'état hiérar-

chique, qui favorisent l'organisation des soldats **INDEPENDAMMENT** de la hiérarchie : libre choix du lieu et de la date d'incorporation, droit des engagés à résilier leur contrat à tout moment, liberté d'information, droit d'organisation, la solde au S.M.I.C., abolition des tribunaux et de la police militaire.

Mais les communistes ne doivent pas se contenter de soutenir ces revendications : ils doivent avancer des mots d'ordre d'abolition de la conscription et de l'armée bourgeoise, de la nécessité de son remplacement par des milices ouvrières. Des révolutionnaires combattent pour les droits démocratiques dans le but de faire de l'agitation contre l'armée bourgeoise, et non pas pour rendre l'armée plus efficace. Pour les pablistes, les revendications réformistes sont censées avoir une "dynamique" qui est "objectivement révolutionnaire". La LCR a appelé à un syndicat de soldats organisé sur un programme de droits démocratiques et de meilleures conditions de travail, "lié organiquement" au mouvement ouvrier. Mais la "liaison organique" des comités de soldats, ou d'un "syndicat" de soldats, avec les directions traîtres du mouvement ouvrier ne peut se placer que dans le cadre d'une "démocratisation" de l'armée — c'est-à-dire d'acceptation de l'armée bourgeoise — et de leur soumission au corps des officiers.

le 12 janvier 1976

Comité national pour la libération des soldats et des militants emprisonnés

Camrades,

Après des mois de préparation, le gouvernement français a déchaîné une vague de répression et d'intimidation soigneusement orchestrée, dirigée contre les soldats et les militants qui essayaient de faire valoir les droits démocratiques élémentaires au sein de l'armée, en particulier, en organisant des Comités de soldats et des sections syndicales.

La Tendance Spartaciste Internationale et sa section sympathisante, la Ligue Trotskyste de France, soutiennent fermement les victimes dérangées de cette répression. Nous exigeons la cessation de toute inculpation et l'arrêt des poursuites : pour la libération immédiate des soldats et des militants emprisonnés!

Nous condamnons, par la même occasion, le fait que l'Union Ouvrière (dont certains partisans ont été arrêtés) se vit refuser le droit de participer au nom au meeting de la Mutualité de 15 janvier. Les participants du Comité doivent participer en leur propre nom et présenter leur propre programme ainsi que leurs divergences. La censure politique, même lorsque certains centristes prennent l'initiative de liquider leur présence et leur programme politiques indépendants dans un tel Comité, ne sert qu'à affaiblir la défense et impliquerait que des révolutionnaires qui ont des principes ne pourraient pas participer au Comité.

Tendance Spartaciste Internationale
Ligue Trotskyste de France

La Fraction Bolchévique-Léniniste, exclue bureaucratiquement de la LCR en Avril 1975, écrivait avec raison :

"...Cette opposition aux conditions de vie du contingent dans l'armée qui est certes élémentaire, ne représente en aucune manière une attaque sur des bases prolétariennes, de l'armée bourgeoise..."

Voilà en quoi une politique qui ne lutte pas contre les bases mêmes de l'armée bourgeoise finit lamentablement par capituler devant la défense de la patrie!

En ne s'opposant pas à la conscription, au droit que s'arroge la bourgeoisie d'utiliser la classe ouvrière en chair à canon; en ne luttant pas contre l'armée professionnelle et pour les milices ouvrières, et en prenant position contre l'armée professionnelle et pour l'armée de conscription, la L.C.R. fait certes du travail, mais celui-ci n'a rien à voir avec le léninisme!"

Lutte Ouvrière: théorie et pratique

Dans l'abstrait, Lutte Ouvrière a une position formellement correcte, appelant à la destruction de l'armée bourgeoise et s'opposant à la conscription. Mais des revendications formellement correctes ne peuvent être testées que par la pratique, et LO a misérablement failli à son test. LO renonce explicitement et par avance à lutter pour une politique révolutionnaire envers l'armée parce qu'elle n'est pas un parti révolutionnaire de masse.

LO ose se prétendre trotskyste, tout en reconnaissant avoir une pratique réformiste au sujet de l'armée bourgeoise :

"En fait, faute d'être capable de lier réellement les luttes des soldats aux luttes de la classe ouvrière, les révolutionnaires socialistes ne peuvent que soutenir les revendications et les luttes du contingent, sans pouvoir en modifier la portée limitée... Les révolutionnaires n'ont en effet ni à essayer de faire croire qu'ils travaillent à la désagrégation de l'armée bourgeoise, quand ils soutiennent simplement des revendications qui ne mettent nullement en cause l'existence de cette armée..."

— *Lutte de Classe*, Février 1975

L'OCI: front unique d'abstention et de révision

Alors que la question de l'armée polarise grandement la scène politique, l'OCI et son organisation de jeunesse n'y consacrent, dans leurs presses respectives, que quelques lignes sur la nécessité d'un front unique, sans jamais développer leurs positions.

La conception révisionniste du front unique stratégique implique, dans la pratique, la suppression du programme : l'OCI n'a plus d'autres revendications que la sempiternelle "unité des organisations ouvrières". Le front unique des organisations ouvrières existe déjà... contre l'anti-militarisme! La pratique universelle de l'OCI ne peut être que la défense sans qu'on s'aligne ouvertement sur la défense de l'armée bourgeoise : donc l'OCI attend. Elle était, en tant qu'organisation, scandaleusement absente de la manifestation du 18 décembre.

Mais même le programme formel de l'OCI sur l'armée est révisionniste :

"Contre la bourgeoisie, son Etat, ses institutions les révolutionnaires défendront les revendications de la jeunesse par sa mobilisation révolutionnaire, en vue de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Dans cette optique, la lutte pour la réduction à six mois du service militaire prendra tout son sens" (*La Vérité*, janvier 1975).

L'OCI parle de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, mais cela ne l'empêche pas d'être pour la conscription, pour l'armée bourgeoise. Comme d'habitude, l'OCI parle du programme maximum, pour mieux appliquer le programme minimum.

Le Programme de Transition:

"Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois!..."

— Instruction militaire et armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle immédiat des Comités ouvriers et paysans...

— Substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une milice populaire en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc."

La LCR: (*Rouge*, No 262)

"L'appel des 100 a permis justement et heureusement de dépasser le stade des pétitions de principe, du style "à bas l'armée bourgeoise" ou "à bas l'armée de guerre civile", qui ne témoignent que de la conviction de ceux qui les font, pour ancrer, de manière significative déjà bien que très insuffisante, l'anti-militarisme révolutionnaire dans des milieux et des couches de jeunes qui n'ont pas eu l'occasion, dans le civil, de prendre conscience de ces problèmes."

L'OCI (*La Vérité*, n° 565)

"...droits des soldats appliqués sous le contrôle des syndicats, abrogation de la loi sur le service national, de la loi Debré,

— six mois de service qui permettent à la jeunesse travailleuse et des écoles à apprendre à manier les armes,

— vers la suppression de l'armée permanente, vers les milices."

Les ouvriers n'ont pas de patrie

Une des tâches centrales de l'avant-garde du prolétariat dans une situation révolutionnaire, quand la classe ouvrière se donne pour objectif la destruction de l'Etat bourgeois, est de rallier les troupes du prolétariat révolutionnaire. Les léninistes préparent une telle situation en développant dans la classe ouvrière et dans l'armée une propagande assidue sur la nécessité de détruire l'armée bourgeoise et de la remplacer par les milices ouvrières!

Dans l'armée, des trotskystes lutteraient pour une coordination nationale des comités de soldats, indépendante de la hiérarchie, ouverte à tous les soldats. Dans une telle coordination, des trotskystes lutteraient sur l'entièreté de leur programme, afin d'élever le niveau de conscience de la jeunesse ouvrière dans l'armée, pour l'amener à comprendre la nécessité de détruire l'armée bourgeoise et d'instaurer un gouvernement ouvrier!

Aujourd'hui, en France, seule la Ligue Trotskyste offre un programme authentiquement révolutionnaire!

**LIBERER LES SOLDATS ET MILITANTS EMPRISONNES!
LEVEE DE TOUTES LES INCULPATIONS!
DISSOLUTION DE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT!
POUR UNE COORDINATION NATIONALE DES
COMITES DE SOLDATS INDEPENDANTS DE LA
HIERARCHIE MILITAIRE!
CONTRE LA DEFENSE NATIONALE : DEFAITISME
REVOLUTIONNAIRE!
CONTRE LE CHAUVINISME : INTERNATIONALISME
PROLETARIEN!
DEFENSE DE L'URSS ET DES ETATS OUVRIERS
DEFORMES CONTRE L'IMPERIALISME!
ARMEE FRANÇAISE HORS DE LA R.F.A., DES
TOM-DOM ET DES COLONIES!
A BAS LA CONSCRIPTION! A BAS L'ARMEE BOURGEOISE!
POUR LES MILICES OUVRIERES!
EN AVANT POUR LA RENAISSANCE DE LA
QUATRIEME INTERNATIONALE!**

MEETING de la L.T.F. :

**LENINE ET TROTSKY CONTRE
L'ARMEE BOURGEOISE**

**L'attitude par rapport à l'armée est
un critère infailible pour distinguer
le bolchévisme du menchévisme**

MERCREDI

18 FEVRIER 1975

20 h 30 à Vincennes

métro République 10 rue Janery

Correspondance : Bruno Porquier B.P. 57 95120 ERMONT

Directeur de la Publication : Jean Lécuyer

Imprimerie spéciale